

Intitulé de l'épreuve : Civilisation EOAC

Nombre de copies : 3

Numerotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

En 2023, le gouvernement russe a transféré l'icône de la Trinité d'Andrei Roubov à l'Église orthodoxe russe. Anciennement visible à la Galerie Tretyakov, l'icône est désormais exposée au centre de la cathédrale du Christ Sauveur, à Moscou. Ce geste est symbolique du rapprochement croissant entre le gouvernement russe et l'Église orthodoxe russe dans le contexte de la guerre d'agression lancée par la Russie contre l'Ukraine le 24 février 2022.

La religion se définit comme l'ensemble des représentations du monde qui régissent les rapports entre l'homme et le sacré, ou toute entité supérieure. Il s'agit d'abord d'un fait social : croire ou ne pas croire et en quoi. La religion peut également être organisée par un clergé plus ou moins structuré.

Fait social, la religion est bien souvent également un fait politique. L'appartenance religieuse peut influencer les décisions des individus, qu'ils soient simples citoyens ou dirigeants. Inversement, la religion peut également constituer un formidable outil de mobilisation sociale. Le fait religieux dépasse les frontières, s'il peut se superposer à l'appartenance nationale ou à la citoyenneté, il peut également s'y substituer. En

Il peut être pertinent d'étudier la mobilisation du fait religieux dans les États de l'ex-URSS (Union des Républiques Socialistes et Soviétiques), c'est à dire les États d'Europe Orientale (Biélorussie, Moldavie, Ukraine, les pays Baltes), la Russie, les États du Caucase (Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie) ainsi que les États d'Asie centrale (Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Tadjikistan et Turkménistan). En effet, ces États se singularisent

N°

1.141

par la politique de sécularisation (voire d'athéisme d'État) menée par l'Union soviétique au XX<sup>ème</sup> siècle. Si cette politique a, partiellement, écarté la religion hors de la société, elle a favorisé une ingérence forte de l'État dans les affaires religieuses. Cette situation est donc propice à la mobilisation du fait religieux par des États nouvellement indépendants faisant face à un regain de vigueur de la religion.

Par ailleurs, les États de l'ex-URSS se caractérisent par la multiplicité des religions qui y coexistent (christianisme, islam, judaïsme...). La présence de nombreux conflits, qu'ils soient gelés (ex: Transnistrie), ouverts (ex: guerre en Ukraine) ou temporairement refermés (ex: Haut-Karabagh) peut par ailleurs favoriser une mobilisation de la religion. Il faut y ajouter les éventuelles tensions internes (notamment liées au radicalisme religieux au Nord-Caucase ou en Asie Centrale).

Donc, le fait religieux peut être appréhendé comme source de fractures internes, générateur d'ingérences étrangères ou, inversement, vecteur de la politique étrangère ou multiplicateur d'influence à l'international. Dès lors :

Comment la proximité entre la religion et les États d'ex-URSS favorise-t-elle la mobilisation par ces derniers du fait religieux dans les conflits et tensions dans lesquels ils sont impliqués ?

La sécularisation qu'ont vécue les sociétés soviétiques au XX<sup>ème</sup> siècle a favorisé la réduction de la place de la religion, mais aussi renforcé le contrôle des États sur celle-ci, situation propice à favoriser une mobilisation du fait religieux dans un contexte de retour de la religion (I). Si la religion est donc de plus en plus un vecteur d'influence pour les États de l'ex-URSS, ce qui peut favoriser son utilisation dans des conflits, il faut néanmoins se garder de voir dans le fait religieux une explication systématique de ces tensions (II).

8

8

8

N°

2.1.11

I.) La Secularisation qu'ont vécue les sociétés soviétiques au XX<sup>ème</sup> siècle a favorisé la réduction de la place de la religion, mais aussi renforcé le contrôle de l'État sur celle-ci, situation qui a favorisé une retour de la religion dans un contexte de retour de la religion.

a.) Les États d'ex-URSS adhérent des religions variées, très tôt marquées par leur proximité avec l'État et leur utilisation par ce dernier, situation paradoxalement renforcée par la politique de sécularisation au XX<sup>ème</sup> siècle.

1.) Les pays d'ex-URSS adhérent de diverses confessions, marquées d'enlèvement par leur proximité avec l'État.

La plupart des religions mondiales sont présentes sur le territoire des États de l'ex-URSS. Le christianisme domine à l'ouest, ~~et~~ avec la présence de communautés orthodoxes, et catholiques et protestants, tandis que l'islam est majoritaire en Asie centrale. Il faut néanmoins noter que les États ne sont pas religieusement homogènes: l'Ukraine est par exemple divisée entre orthodoxes, uniates (affiliés à Rome mais de rite orthodoxe) et des minorités musulmanes et catholiques. Il en va de même pour la Russie (islam au Tatarstan ou en Circassie) ainsi que pour des pays très majoritairement musulmans comme l'Ouzbékistan (qui comptent des minorités juives "jeff des montagnes" et divisée entre chiites et sunnites).

De cette non-homogénéité résulte une approche prudente des États quant aux religions, considérées comme de potentiels relais d'influence étrangère. Ainsi, dans la mise en scène dans l'opéra Boris Godounov de Moussorgsky, un cardinal catholique polonais se réjouit du "temps des troubles" dans l'empire russe ennemi et orthodoxe. Si depuis Catherine II l'empire russe mise officiellement une politique de "tolérance religieuse", l'orthodoxie demeure longtemps un pilier central du régime comme le résume la formule du comte Ouranov "Orthodoxie, Autocratie et Narodnost" reprise à son compte par l'empereur Nicolas I<sup>er</sup>. La religion est donc bien souvent utilisée comme vecteur, ou cause de l'action extérieure de l'empire. La guerre de Crimée (1853-1856) est initiée par exemple par un conflit relatif aux lieux saints avec l'empire ottoman.

2.) Si la sécularisation a marché forcée qu'ont

révue les pays de l'ex-URSS semble a priori limiter la mobilisation du fait religieux, elle l'a en réalité facilité en accentuant le contrôle de l'État sur la religion.

Conformément aux principes marxistes, le pouvoir soviétique pratique dès son accès au pouvoir une politique d'athéisme d'État. La séparation de l'Église et de l'État est votée en 1918. Dans les années 1920 la "Ligue des sans dieux" (Bezbojnikhi / Bezbojnik) est créée pour enseigner aux masses la nouvelle politique religieuse. Si cette politique anti-religieuse se concentre d'abord en premier temps sur la religion orthodoxe, comme le montre par exemple la destruction de la cathédrale orthodoxe de Bakhou en 1930, elle s'étend ensuite aux autres religions. En témoignent par exemple les politiques de vaccination en Sibirie qui visent à lutter contre le chamanisme ou la lutte contre le port du voile en Asie centrale. Le film de Vladimir Motyl, Le soleil blanc du désert (1970) présente ainsi un soldat de l'armée rouge Sukhor, libérant des femmes turkmènes du port du voile.

Néanmoins, cette politique rapproche l'État de la religion. Cette dernière étant étroitement contrôlée par le gouvernement, ouvrant de fait la porte à une nouvelle instrumentalisation de la religion à des fins politiques. Ainsi, le relatif allègement des restrictions en 1941 vise à mobiliser la population face à l'invasion allemande. La création des "Bureaux des musulmans" (Nord Caucase, Sud Caucase et Asie centrale) permet de contrôler plus étroitement la formation et les prêches des imams. Ce faisant, l'État soviétique jette les bases d'une organisation de contrôle de la religion partiellement encore en vigueur aujourd'hui. Par ailleurs, le fait religieux est souvent appréhendé au prisme de la loyauté ou de la nationalité : être unié (religion alors interdite), c'est potentiellement se retrouver sous l'influence catholique occidentale. De même, la création d'Israël en 1948 exacerbe l'antisionisme ambiant contre des juifs dont la loyauté à l'URSS peut désormais être mise en doute. En témoignent par exemple la dissolution du comité anti-fasciste juif en 1951 et l'exécution de plusieurs de ses membres.

Ainsi, les pays d'ex-URSS se caractérisent par une expérience commune de l'athéisme d'État qui a renforcé la subordination de la religion. La nature athée du régime soviétique limitait toutefois l'utilisation extérieure du fait religieux, ce qui n'est plus le cas aujourd'hui.

8

N°

4.1.11

Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

B.) La fin de l'URSS, le retour des religieux et la perte d'indépendance des États ont permis à ces derniers de s'emparer du fait religieux, notamment face à des tensions grandissantes sur leurs territoires.

1.) Les sociétés post-soviétiques apparemment aujourd'hui relativement sécularisées, mais s'observent un retour du religieux ainsi que la montée de tensions liées à la religion.

La religion demeure une facteur secondaire dans les sociétés post-soviétiques qui ont connu la politique de sécularisation au XX<sup>ème</sup> siècle. Les appartenances religieuses peuvent à ce titre être hétérogènes. Les États d'Asie Centrale anciennes républiques soviétiques à majorité musulmane (Asie centrale, Djordanie), le sont à plus de 90% à l'exception du Kazakhstan, du fait de l'importante minorité russe. Néanmoins, les pratiques religieuses, qu'il s'agisse du port du voile, du rama dan ou de la non-consommation d'alcool<sup>⊗</sup>. La capitale azerbaïdjanaise, Bakhou m'a par exemple jamais démolie la Statue d'une femme Dilruba, érigée en 1960 et montrant une femme jetant son tchador au sol. Ce combat semble limiter la possibilité de mobilisation de la religion.

Néanmoins, s'observe depuis 1990 un retour de la religion. En Russie, la "ceinture rouge" qui désignait les sujets de la Fédération votant pour le Parti communiste dans les années 1990 ~~est~~ semble s'être transformée en "ceinture orthodoxe" où les habitants manifestent l'adhésion la plus marquée aux valeurs de l'Église orthodoxe. Ce retour de la religion s'accompagne d'une perte du monopole de l'État dans l'utilisation des fait religieux. Le développement d'un terrorisme d'inspiration islamiste dans le nord-Caucase (attentat de Beslan en 2004) ou en Asie Centrale (Mouvement islamique d'Ouzbékistan) en sont des manifestations notables.

⊗ Sont les plus faibles.

N°

5. 1.11

Dès lors, avec la montée en puissance de la religion, le fait religieux est désormais mobilisé par des acteurs non-étatiques, voire concurrencé à l'État.

2.) Dès lors, la mobilisation du fait religieux apparaît pour les États comme le moyen d'affermir leur contrôle interne, face à des tensions grandissantes.

La fusion entre État et religion permet aux autorités de mieux contrôler le mandat religieux. L'église orthodoxe russe s'affirme par exemple comme un pilier essentiel de la légitimation du gouvernement russe sur le plan interne. Le Patriarche Kirill est à ce titre un personnage essentiel de l'État russe moderne. Cette fusion s'observe également au niveau local comme le montre par exemple Andreï Zviagintsev dans son film Léviathan (2014) où un maire corrompt abuse de ses pouvoirs pour créer une chapelle orthodoxe. Cette politique passe également par une réduction de l'autonomie des clergés : craignant l'émergence d'une opposition islamique dans un contexte de tensions religieuses et politiques, l'Azerbaïdjan a adopté en 2022 une loi augmentant la marge de manœuvre du gouvernement dans la nomination des imams (le Bureau des musulmans du Caucase n'a désormais plus qu'un rôle consultatif).

Enfin, face à des défis pour les États, la mobilisation du vecteur religieux leur permet d'éviter le délitement ou de rassembler leur population. En Ukraine, la création de l'Église orthodoxe d'Ukraine par l'attribution en 2019 du tomos d'autocéphalie par le patriarche Bartholomée de Constantinople permet de lutter contre l'influence russe. L'unification de l'église orthodoxe ukrainienne - patriarchat de Kiev et l'église orthodoxe autocéphale ukrainienne permettrait, selon les mots du président ukrainien Petro Porochenko, une "église" sans la Russie et sans Kirill". De la même manière, confrontés à une opposition islamique grandissante, les dirigeants d'Asie centrale se mettent en scène effectuant des rituels religieux. Les pèlerinages à La Mecque réalisés en 2023 par le président ouzbek Shavkat Mirziyoyev et l'ancien président turkmène Gurbanguly Berdimuhamedov eurent dans ce cadre.

Si la religion peut donc être <sup>manipulée</sup> par les États pour faire face à des tensions internes. Son usage croissant à des fins de politique extérieure peut toutefois être un facteur de

détabilitisation.

8

8

8

II.) Si la religion est de plus en plus un vecteur d'influence extérieure pour les États de l'ex-URSS, ce qui peut faciliter son utilisation dans des conflits, il faut néanmoins se garder de voir dans le fait religieux l'explication systématique de ces tensions.

A.) La religion est, de plus en plus, un vecteur d'influence extérieure pour les États d'ex-URSS, tant pour s'affirmer sur la scène internationale que pour mener des actions défensives ou offensives.

1.) La religion peut permettre aux États de tenter de justifier leurs actions au yeux du monde dans certains conflits.

Cet appel à la communauté religieuse internationale est particulièrement poignant avec la religion musulmane, permettant de se positionner comme un représentant du "Sud-Globale" face à l'Occident chrétien. Malgré sa majorité est orthodoxe, la Russie applique souvent cette technique. Membre observateur de l'Organisation de la conférence islamique depuis 2005, la Russie tente de se présenter comme "État musulman". Le Tatarstan accueille régulièrement des conférences religieuses tandis que Rte leader Tchitchine, Ramzan Kadyrov adopte dans la guerre en Ukraine des appels au djihad. De la même manière, le gouvernement azerbaïdjanais, dans le cadre de la guerre de 2020 contre l'Arménie a fait usage d'une rhétorique islamique, désignant par exemple les soldats tués au combat "Shahid" (martyr selon la terminologie de l'Islam).

La Russie tente également de se positionner comme défensive de valeurs religieuses face à un Occident "athée" et "séculier". Comme le mentionne Kathy Roumellet (La Sainte Russie face à l'Occident, 2022) la rhétorique religieuse orthodoxe sert à la fois des objectifs internes et externes. À ce titre l'inclusion des "valeurs traditionnelles" et de la défense de celles-ci dans le récent concept de sécurité nationale

N°

7.12.21

comme peut être interprété comme la volonté du gouvernement de s'attacher davantage à la religion comme instrument de politique étrangère.

2.1 Dans un contexte de tensions interétatiques exacerbées, la religion permet deux États de l'ex-URSS de mener des actions offensives et défensives dans les conflits.

L'instrumentalisation de la religion orthodoxe par Moscou dans le cadre de sa guerre d'agression contre l'Ukraine s'inscrit dans une longue série d'utilisations offensives de la religion par l'empire russe dans ses marges. À cet égard, le patriarcat de Moscou se considère compétent sur l'ensemble des orthodoxes des pays de l'ex-URSS (exceptions faites de la Géorgie et l'Arménie). La subordination des patriarcats ukrainien, biélorusse ou moldave est à ce titre symptomatique de l'ambition caraculaire quasiment impériale de cette Église. Or, l'Église orthodoxe russe est fortement impliquée dans la guerre. En 2023, des avions contenant l'icône de S<sup>t</sup> Séraphin ont survolé le front pour "légitimer" les troupes russes. La même icône avait été utilisée en 1904 pour légitimer les troupes avant la guerre contre le Japon.

La religion est également utilisée à des fins défensives. Toujours dans le contexte de la guerre en Ukraine, le gouvernement ukrainien a fait pression sur l'Église orthodoxe ukrainienne (patriarcat de Moscou) pour qu'elle se distancie de Moscou (ce qu'elle a fait en mai 2022). L'alignement du calendrier religieux sur le catholique, la présence du président Volodymyr Zelenski aux célébrations de Noël à la cathédrale de Kiev visent pour l'Ukraine à raffermir le sentiment national face à l'agression russe. L'instrumentalisation de la religion peut également avoir lieu en dehors des guerres. Face à ce qu'il considère comme des tentatives d'ingérence russes sur la population chrétienne, Bahou a mené au début des années 2010 des opérations dans le village de "Nardaran" abritant une communauté religieuse sectaire.

Si la religion est régulièrement mobilisée dans les conflits, elle n'en est pas systématiquement la cause: la France

8

B.1 Il est néanmoins important de ne pas surestimer le rôle de la religion dans les conflits d'ex-URSS, au risque de tomber dans le piège promu par les tenants de la mobilisation du fait religieux, la France et l'Europe peuvent, pour contraindre ces menaces, promouvoir le dialogue interreligieux, tout en dépendant leur

N°

8.1.1



Intitulé de l'épreuve : Civilisation

Nombre de copies : 3

Numérotez chaque page (dans le cadre en bas de la page) et placez les feuilles dans le bon sens.

## conception de la laïcité.

1.) Si la religion est souvent mobilisée par les acteurs, elle n'a pas nécessairement un rôle explicatif des tensions et conflits.

Par exemple, il serait erroné de voir dans le conflit au Haut-Karabagh un conflit religieux comme on l'entend parfois en France. L'Azerbaïdjan tout comme les populations karabaghiennes (et, dans une moindre mesure l'Arménie) ont en revanche intérêt à "rendre le conflit religieux" confessionnel et le conflit pour mobiliser les opinions publiques internationales et les États à leurs côtés. Il est donc essentiel d'éviter d'adopter le narratif religieux, voire civilisationnel prôné par certains acteurs à l'instar de la Russie dans le conflit en Ukraine.

De surcroît, la grille de lecture religieuse peut aboutir à des conclusions erronées. À l'inverse de la rhétorique des acteurs, dans le conflit au Haut-Karabagh, l'Iran Chite soutient l'Arménie chrétienne contre l'Azerbaïdjan qui entretient des relations étroites avec Israël. De même, la montée des phénomènes religieux dans les pays de l'ex-URSS pourrait être une réaction à la perte d'idéologie et de sens plutôt qu'à une véritable adhésion aux valeurs religieuses, pourtant activement promues, comme en Russie, par les autorités. Le livre de Svetlana Alexievitch, La fin de l'homme rouge (2013) présente par exemple des témoignages en ce sens.

2.) Dès lors, favoriser le dialogue interreligieux peut permettre de contraindre les tentatives d'instrumentalisation de la religion, la France devant également défendre sa conception de la laïcité, régulièrement déformée en ex-URSS.

N°

9/11

Un premier axe d'action pour la France et l'UE pourrait être la défense du dialogue interreligieux dans les pays d'ex-URSS. Confrontée à l'agression russe et à la propagande de Moscou, l'Ukraine a mis en place des mesures fermes contre l'église orthodoxe ukrainienne, patriarcat de Moscou, en expulsant son clergé de la Laure des grottes de Kiev et en arrêtant le supérieur de la Laure en juillet 2022. Afin d'éviter que Kiev n'aille trop loin dans sa reprise en main de l'église orthodoxe, l'UE pourrait faciliter une médiation entre celle-ci et les autorités. À défaut, l'Ukraine pourrait s'exposer à une condamnation par la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH) au titre de l'article 9 de la Convention (liberté religieuse) qui pènerait sur sa stature internationale.

Par ailleurs, la conception française de la laïcité est souvent mal perçue en URSS, notamment dans les pays musulmans. Après l'assassinat de Samuel Paty par un renouveau tchétchène, la France n'avait jamais officiellement condamné l'attentat. Cette situation peut aboutir à une image faussée de la France qui pourrait être manipulée. Pour combler cette lacune, les diplomates doivent maintenir des liens avec les communautés religieuses locales afin d'expliquer la vision française de la laïcité et éviter son instrumentalisation.

✕

✕

✕

Ainsi, malgré une forte sécularisation des sociétés des États d'ex-URSS au XX<sup>ème</sup> siècle, les liens étroits noués entre État et religion et un retour en force des facteurs religieux expliquent la mobilisation croissante de ce dernier dans les conflits et les tensions. Le fait religieux est ainsi mobilisé sur la scène intérieure, pour contraindre des mouvements centrifuges, mais de plus en plus, il sert également de vecteur à la politique étrangère, sous forme offensive ou défensive. Si il ne faut pas sous-estimer le rôle du fait religieux dans l'émergence des conflits et des tensions en ex-URSS, étudier sa mobilisation permet de mieux en comprendre le déroulement.

À la fin du film Andrei Roubliev de Tarkovsky (1966),

N°

101.11

Le réalisateur soviétique fait apparaître quelques secondes à l'écran la Trinité du peintre, comme symbole de l'inspiration spirituelle de ce dernier.  
Aujourd'hui, ~~la mise~~ au service de l'utilisation faite par le Kremlin de cette icône la religion et de cette icône, associée aux objectifs militaires, sont un symbole non pas de spiritualisme, mais de la mise au pas de la culture en Russie.

religieuse

Lined writing area with horizontal ruling lines.

N°
... / ...